

## Microfinance

# Les prêts débloqués augmentent, le portefeuille à risque aussi

À fin mai 2018, les prêts débloqués par les associations de microcrédit ont atteint un cumul de près de 2,9 milliards de DH, en hausse annuelle de 7,8%, sur un encours total de 6,97 milliards de DH (+5%). Le taux du portefeuille à risque à 30 jours a, néanmoins, crû de 1,45 point pour atteindre 5,34%.

Les microcrédits continuent de grimper. À fin mai 2018, les prêts débloqués ont atteint un cumul de près de 2,9 milliards de DH, en hausse de 7,8% par rapport à la même période de 2017, sur un encours de 6,97 milliards de DH (+5%). Cette évolution s'explique notamment par le nombre de prêts accordés entre janvier et mai 2018, qui a augmenté de 17,7% à 284.924 dossiers. Pour le seul mois de mai, le secteur a distribué 628,86 millions de DH, en croissance de 8,9%, au profit de 61.452 demandes (+17,3%).

À noter que les très petites entreprises (TPE) font de plus en plus appel à la microfinance pour se financer. Durant les 5 premiers mois de l'année, le nombre de TPE bénéficiaires (clients actifs) a bondi de 159,5% à 2.478 entreprises. Globalement, les emprunteurs actifs (tous segments confondus) se sont élevés à 942.018 (+0%), dont 620.826 en milieu urbain (+1,4%) et 321.192 en zones rurales (-2,7%), 456.756 femmes (-2%) et 485.262 hommes (+1,9%).

Par ailleurs, le secteur continue de connaître une détérioration de la qualité des portefeuilles. Le taux du PAR (portefeuille à risque) à 30 jours a crû de 1,45 point pour atteindre 5,34% de l'encours total du crédit (6,97 milliards de DH donc). C'est le portefeuille à risque de 90 à 180 jours de retard qui a le plus augmenté (+65%), représentant 139,51 millions de DH. Celui affichant 60 à 90 jours de retard a augmenté de 41,9% à 46,44 millions alors que le PAR supérieur à 180 jours a bondi de 28,6% à 120,70 millions.

Le risque de crédit reste une préoccupation majeure pour le secteur dans la mesure où la plupart des microcrédits ne sont soumis à aucune garantie formelle, classique ou bancaire du fait qu'ils sont accordés à une clientèle exerçant des activités génératrices de faibles revenus, essen-



Le portefeuille à risque de 90 à 180 jours de retard a bondi de 65% à 139,51 millions de DH à fin mai 2018.

tiellement dans le secteur informel. À cet effet, le ministère de l'Économie et des finances, en concertation avec la Fédération nationale des associations de microcrédit (FNAM), planche sur une nouvelle stratégie permettant aux associations de microcrédit de limiter les risques d'impayés et par conséquent de défaillance. Cette réforme, qui vise le renforcement de la durabilité du secteur et de son rôle dans l'inclusion financière, portera notamment sur la révision des politiques et procédures pour l'octroi des crédits, entre autres, les critères d'éligibilité, le processus d'étude des dossiers de prêts et les niveaux d'approbation ainsi que le dispositif de garantie de la solvabilité des clients.

À fin mai 2018, le secteur de la microfinance (13 associations de microcrédit) compte 7.335 collaborateurs, en augmentation de 1,2%, répartis sur 1.653 agences (1,3%), dont 758 en milieu rural (+18,8%) et 895 en zones urbaines (-9,9%). Le nombre de guichets mobile, lui, a crû de 10,6% à 136, dont 107 dans des zones rurales. ■

Moncef Ben Hayoun

Pour le seul mois de mai, le secteur a distribué 628,86 millions de DH, en croissance de 8,9%, au profit de 61.452 demandeurs (+17,3%).